

**Point de presse du porte-parole -  
Accueil des représentants des  
organisations internationales et  
européennes installées en France  
par M. Jean-Marc Ayrault -  
Tourisme/Déplacement de M.  
Jean-Marc Ayrault à Biarritz et  
Bayonne - Nations unies/Opérations  
de maintien de la paix/Formation de  
formateurs francophones -  
Afghanistan/Attaque contre des  
membres du comité international de  
la Croix-Rouge - Somalie/Élection  
présidentielle -  
Russie/Condamnation d'Alexeï  
Navalny - Ukraine - République  
centrafricaine - Israël/Territoires  
palestiniens/Colonisation  
(Paris, 09 février 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Accueil des représentants des organisations internationales et européennes installées en France par M. Jean-Marc Ayrault (Paris, 9 février 2017)

M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, a reçu le 9 février pour la première fois au Quai d'Orsay les représentants des nombreuses organisations internationales qui ont leur siège ou sont installées en France.

Ces organisations, dont les effectifs en France dépassent les 15.000 personnes, couvrent des domaines très variés : droits de l'Homme, éducation et culture, recherche fondamentale, questions économiques ou encore santé animale. Elles sont implantées sur l'ensemble du territoire national, y compris outre-mer (Nouvelle-Calédonie, la Réunion).

Cette réunion, qui s'inscrit dans le cadre d'une démarche interministérielle pilotée par le ministère des affaires étrangères et du développement international, traduit l'engagement de la France en faveur d'un système multilatéral efficace et vise à renforcer l'attractivité de notre territoire.

## 2 - Tourisme - Déplacement de M. Jean-Marc Ayrault à Biarritz et Bayonne (10 février 2017)

M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, effectuera un déplacement dans le Pays Basque ce vendredi 10 février 2017.

Il se rendra dans un premier temps au «Golf du Phare» de Biarritz pour y rencontrer les signataires du contrat de destination «Biarritz - destination Golf». Le dispositif des contrats de destination, créé par l'État, vise à mobiliser les acteurs de terrain pour renforcer la structuration d'offres touristiques à forte valeur. 22 contrats de destination en France métropolitaine et Outre-mer ont été signés depuis 2014.

Le ministre se rendra ensuite à l'espace Bellevue de Biarritz pour échanger avec les élus et les acteurs locaux de l'hébergement, du tourisme d'affaires et du tourisme thermal. Il évoquera notamment avec ses interlocuteurs les enjeux de connectivité aérienne et terrestre qui ont permis à la destination d'atteindre une forte croissance de sa fréquentation l'année dernière.

Il se rendra enfin à Bayonne pour y rencontrer les autorités municipales et les équipes de la sous-préfecture afin de faire un point sur l'organisation des fêtes estivales qui réunissent chaque année plus d'un million de festivaliers.

Le ministre fera une intervention devant la presse, programmé à 11h45, afin de rappeler les objectifs de sa visite. Il annoncera les premiers chiffres officiels concernant la fréquentation touristique en France pour 2016. Il évoquera la mise en oeuvre des décisions arrêtées lors du comité interministériel du tourisme du 7 novembre 2016 et de la deuxième conférence annuelle du tourisme du 17 novembre dernier.

## 3 - Nations unies - Opérations de maintien de la paix - Formation de formateurs francophones (9 février 2017)

Dans la continuité de la conférence de Paris sur le maintien de la paix en environnement francophone organisée les 26 et 27 octobre 2016, la France accueille du 6 au 17 février une formation de formateurs des Nations unies au profit de très nombreux partenaires de l'espace francophone.

L'Organisation des Nations unies organise régulièrement des sessions de «formation de formateurs» destinées à des officiers formateurs pays contributeurs en troupes aux opérations de maintien de la paix. Ces formations visent à garantir une unicité de formation aux contingents d'origines diverses et à faciliter l'engagement de ces pays dans les opérations.

Durant deux semaines, une trentaine de stagiaires militaires et policiers de pays africains et asiatiques seront formés aux procédures d'état-major des opérations de maintien de la paix sur des sujets opérationnels ainsi qu'éthiques et déontologiques. L'accent sera notamment mis sur le respect du droit international humanitaire et les règles de comportement en opération.

Cette session est organisée conjointement par le ministère des affaires étrangères et du développement international, le ministère de la défense et l'Organisation internationale de la Francophonie.

#### 4 - Afghanistan - Attaque contre des membres du comité international de la Croix-Rouge (8 février 2017)

La France exprime son indignation après l'assassinat le 8 février de six collaborateurs du comité international de la Croix-Rouge en Afghanistan.

Ces attaques délibérées contre des travailleurs humanitaires constituent des violations inacceptables du droit international et des principes humanitaires.

Nous exprimons nos condoléances aux familles des victimes et toute notre solidarité aux personnels du comité international de la Croix-Rouge, qui travaillent avec courage et dévouement pour répondre aux besoins des populations en Afghanistan.

#### 5 - Somalie - Élection présidentielle (8 février 2017)

La France félicite M. Mohamed Abdullahi Mohamed, qui a été élu hier président de la Somalie. Cette élection est une étape importante dans la stabilisation du pays, marqué par plusieurs décennies de guerre civile.

La France salue l'action de la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et de l'armée somalienne au cours des six derniers mois pour assurer la sécurité du déroulement du processus électoral. Elle salue l'attitude du président sortant, M. Hassan Sheikh.

Les défis qui attendent le nouveau président sont nombreux. La mise en place de forces de sécurité nationales, auxquelles échoit en premier lieu la tâche d'assurer la paix en Somalie, doit être accélérée. La lutte contre la corruption et pour une meilleure gouvernance doit être intensifiée. Des institutions solides, capables d'apporter les services de bases dont la population a besoin, doivent être mises en place.

La France et l'Union européenne demeurent pleinement mobilisées pour aider la Somalie dans cette nouvelle étape de sa reconstruction.

#### 6 - Russie - Condamnation d'Alexeï Navalny (8 février 2017)

La France est préoccupée par la confirmation le 8 février 2017 de la condamnation d'Alexeï Navalny à cinq ans de prison avec sursis.

La Cour européenne des droits de l'Homme avait jugé en février 2016 que cette condamnation, prononcée en 2013, était contraire au droit à un procès équitable.

## 7 - Ukraine

Q - Pouvez-vous confirmer que la prochaine rencontre en «format Normandie» aura lieu les 16-17 février à l'occasion de la rencontre des ministres des affaires étrangères du G20 en Allemagne ?

R - Les combats violents qui se sont déroulés dans la région d'Avdiivka dans la période récente justifient une mobilisation des partenaires du format Normandie.

C'est dans ce contexte qu'une réunion ministérielle est envisagée. La date et les modalités de cette rencontre seront annoncées le moment venu.

## 8 - République centrafricaine

Q - Une enquête interne a pointé des dysfonctionnements dans la délivrance des visas à l'ambassade de France à Bangui. Quelle est la nature des irrégularités constatées et sur combien de visas portent-elles ?

R - Une mission de l'inspection générale des affaires étrangères s'est rendue à Bangui il y a quelques semaines. Elle a constaté un certain nombre de dysfonctionnements dans la délivrance des visas, qui ont justifié une enquête interne qui se poursuit. Des mesures ont été immédiatement prises pour y remédier.

## 9 - Israël - Territoires palestiniens - Colonisation

Q - La loi israélienne sur la régularisation des implantations concerne-t-elle des binationaux franco-israéliens ou franco-palestiniens ?

R - Le ministre des affaires étrangères s'est exprimé sur cette loi le 7 février 2017. Nous n'avons rien à ajouter./.